Fondation Jean Jaurès

Démocratie

MUNICIPALES 2026 : VERS QUI S'EST (VRAIMENT) TOURNÉE LA FRANCE DES VILLES MOYENNES ?

Ivan Glita, Achille Warnant

23/04/2026

Les résultats dans les communes-centres des agglomérations ont focalisé l'attention à l'issue des élections municipales de mars 2026. Pourtant, pour Achille Warnant, docteur en géographie et co-directeur de l'Observatoire de l'expérimentation et l'innovation locales (ŒIL) de la Fondation Jean-Jaurès, et Ivan Glita, docteur en géographie, l'essentiel s'est pourtant joué ailleurs, dans les villes moyennes. L'examen de cette catégorie singulière de l'armature urbaine permet ainsi de tirer des enseignements éclairants sur les rapports de force politiques.

Introduction

L'affaire est entendue : les élections municipales ne sont pas des élections comme les autres dont on pourrait tirer des enseignements nationaux sans prendre de sérieuses précautions. Comme le soulignaient déjà les politistes Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki à la fin des années 1980, le local « possède son épaisseur propre, sa dimension spécifique[1] ». Il y a ainsi des villes qui votent à gauche aux élections nationales mais se tournent plutôt à droite lors des élections municipales[2], et inversement.

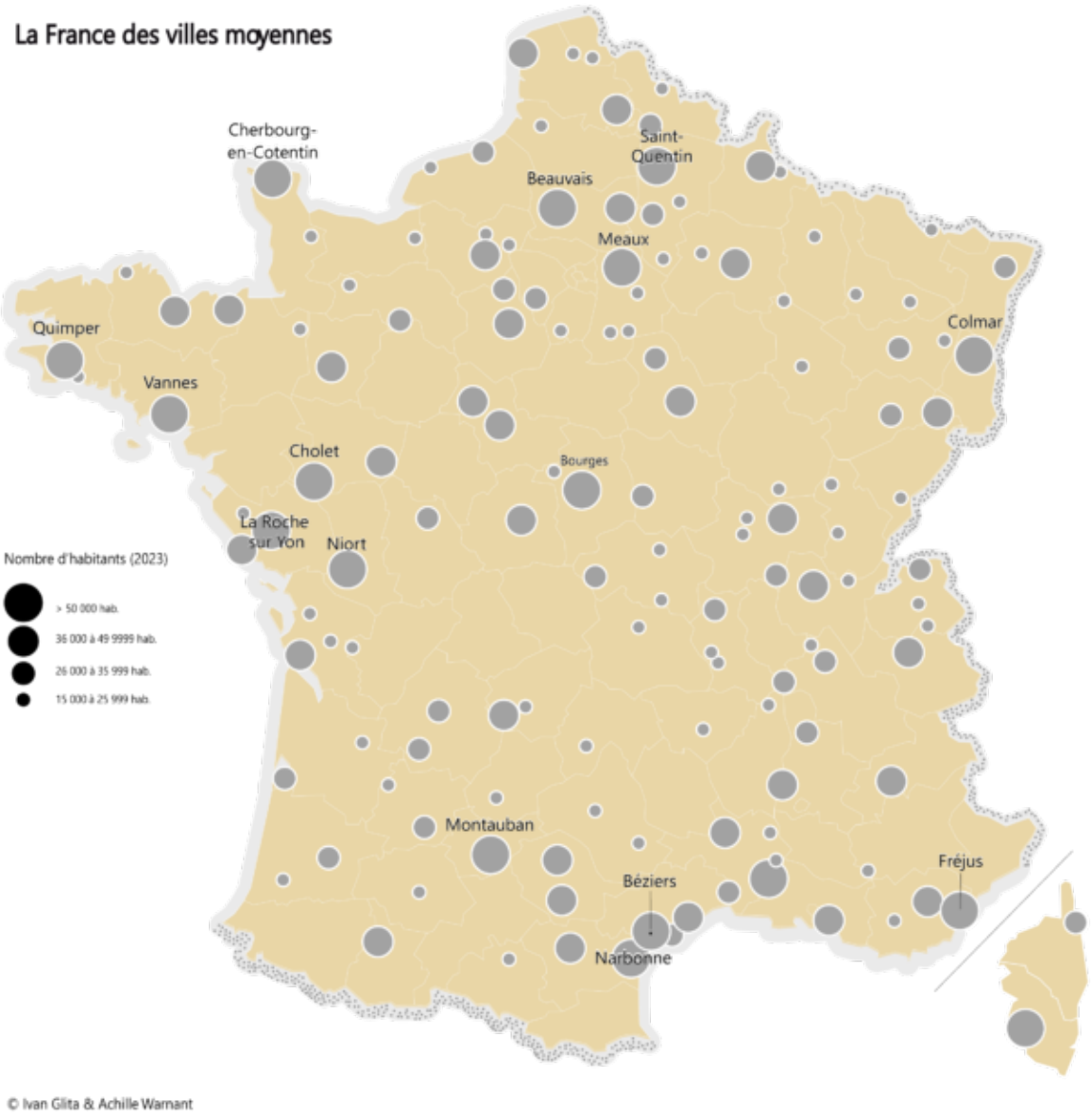
À moins d'un an désormais de la prochaine présidentielle, qui s'annonce à ce stade très ouverte[3], il est pourtant difficile de résister à la tentation de lire ces résultats à l'aune des rapports de force nationaux, comme en témoignent les réactions des principaux responsables politiques – chacun s'efforçant, au soir du second tour, d'y déceler des signaux favorables à son camp. Il en va ainsi, par exemple, de Gabriel Attal, président de Renaissance, lorsqu'il met en avant le doublement du « nombre d'élus locaux » de son parti[4], de Manuel Bompard, le coordinateur de La France insoumise (LFI), lorsqu'il salue « une entrée fracassante » de son mouvement dans les conseils municipaux[5], mais aussi d'Olivier Faure, le premier secrétaire du Parti socialiste, quand il se félicite d'avoir « remporté 800 villes[6] », ou de Bruno Retailleau, le président des Républicains, lorsqu'il

affirme que « la bataille a été gagnée[7] ». À noter qu'au même moment, Jordan Bardella, président du Rassemblement national (RN), revendiquait, quant à lui, pour son parti « la plus grande percée » de toute son histoire[8]…

Dans ce contexte, même si cela fut peut-être moins vrai qu'à l'accoutumée, les cœurs des grandes agglomérations ont, une fois encore, concentré l'essentiel de l'attention. Les batailles de Paris, Lyon, Marseille, Toulouse ou Bordeaux ont fait l'objet de nombreux reportages avant et après le scrutin, nourrissant des analyses bien souvent relues dans une perspective nationale. Six ans après la « vague rose et verte » de 2020, ces villes ont donné à voir des configurations nettement plus contrastées : la droite et le centre, le plus souvent associés, sortent renforcés à l'échelle de ces villes avec des victoires, pour certaines historiques, à Clermont-Ferrand, Besançon, Annecy, Brest ou Bordeaux[9]. Dans le même temps, la gauche – souvent unie, avec ou sans La France insoumise – peut se targuer d'avoir conservé plusieurs positions majeures, à Paris, Lyon ou Marseille, mais aussi d'avoir fait basculer des villes comme Amiens ou Saint-Étienne.

Cette focalisation sur les communes-centres des grandes agglomérations peut se comprendre au regard de leur poids démographique, de leur dimension symbolique mais aussi de leur rayonnement. Elle tend toutefois à faire oublier que l'élection s'est, pour l'essentiel, jouée en dehors[10]. Sans prétendre à une analyse exhaustive de l'ensemble des configurations territoriales, cette note propose ainsi de focaliser l'attention sur les villes moyennes (Figure 1)[11], catégorie singulière de l'armature urbaine[12] qui fait l'objet, ces dernières années, d'un intérêt renouvelé de la part des différents blocs politiques, chacun pour des raisons qui lui sont propres : pour la gauche, il s'agissait d'y reprendre pied[13], dix ans après la « vague bleue » de 2014[14] ; pour le centre, de maintenir un ancrage constitué dans le sillage de la victoire d'Emmanuel Macron en 2017[15], alors que le mouvement présidentiel avait échoué à l'emporter dans de plus grandes villes ; pour la droite, de préserver ses positions et, le cas échéant, d'y étendre sa domination acquise en 2014 ; pour l'extrême droite, enfin, de concrétiser sa volonté d'implantation territoriale en vue des prochaines échéances électorales[16]. Alors, à l'arrivée, qu'en est-il ?

Figure 1. Villes moyennes sélectionnées pour cette étude

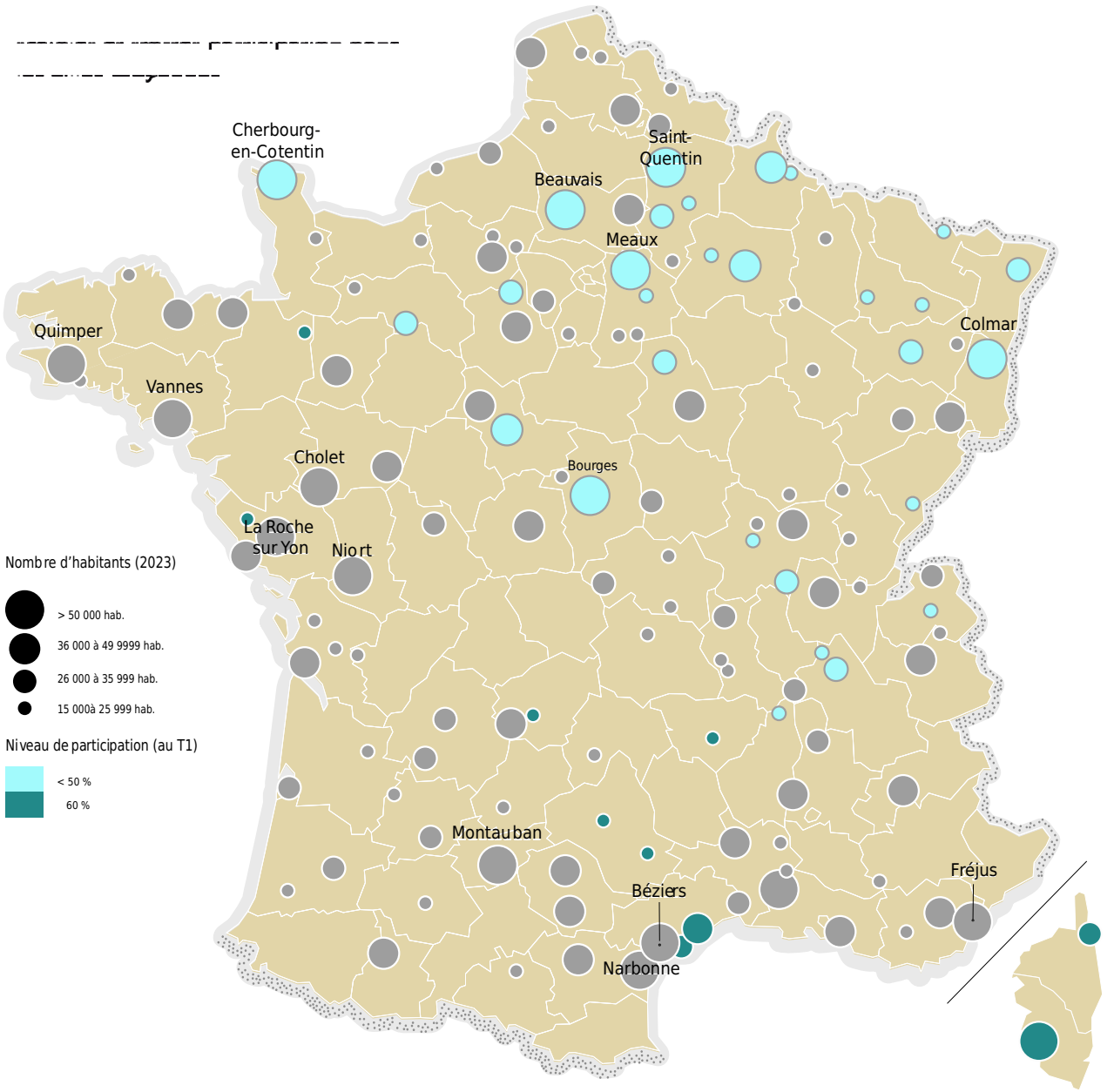


Des villes moyennes qui n'échappent pas au poids de l'abstention

Ces villes, aussi diverses soient-elles[17], présentent des spécificités politiques sur lesquelles nous reviendrons, mais elles n'échappent pas aux tendances lourdes du scrutin, au premier rang desquelles figure le poids de l'abstention[18] : 42,9% à l'échelle nationale, 46,5% dans les villes moyennes (soit un différentiel de 3,6 points). Si la participation y est en nette hausse par rapport au scrutin de 2020, très affecté par la crise sanitaire[19] (+15 points dans les villes moyennes, contre +12,4 points à l'échelle nationale), elle demeure néanmoins inférieure à celle observée en 2014, soulignant, au passage, ce qui apparaît désormais comme une évidence : les scrutins municipaux n'échappent plus à la progression de l'abstention[20].

Pour autant, cette tendance générale masque des situations très contrastées (Figure 2). D'une ville à l'autre, l'évolution de la participation varie fortement, oscillant entre un recul de près de 10 points à Toul (Meurthe-et-Moselle) dans un contexte où une seule liste se présentait et une hausse de plus de 25 points à Ajaccio (Corse-du-Sud). Les niveaux de participation eux-mêmes témoignent de cette hétérogénéité, allant de 30,9% à Cluses (Haute-Savoie), ville là encore marquée par une absence de concurrence électorale, à plus de 65% dans certaines villes où le scrutin apparaissait très ouvert, comme à Aurillac (Cantal). De manière plus générale, la participation dépasse le seuil des 60% dans seulement une dizaine de villes, dans lesquelles la compétition électorale était le plus souvent ouverte, à l'image de Tulle en Corrèze (60%), de Millau dans l'Aveyron (62,5%) ou de Bastia en Haute-Corse (63,2%). On peut aussi noter que la participation est (en moyenne) un peu plus forte dans les villes moyennes où l'extrême droite s'est imposée, à l'issue du deuxième tour, comme à Agde (Hérault) (62,9%), Carcassonne (Aude) (59,3%) ou Vierzon (Cher) (56,9%).

Figure 2. Niveau de participation dans les villes moyennes au premier tour des municipales



© Ivan Glita & Achille Warnant

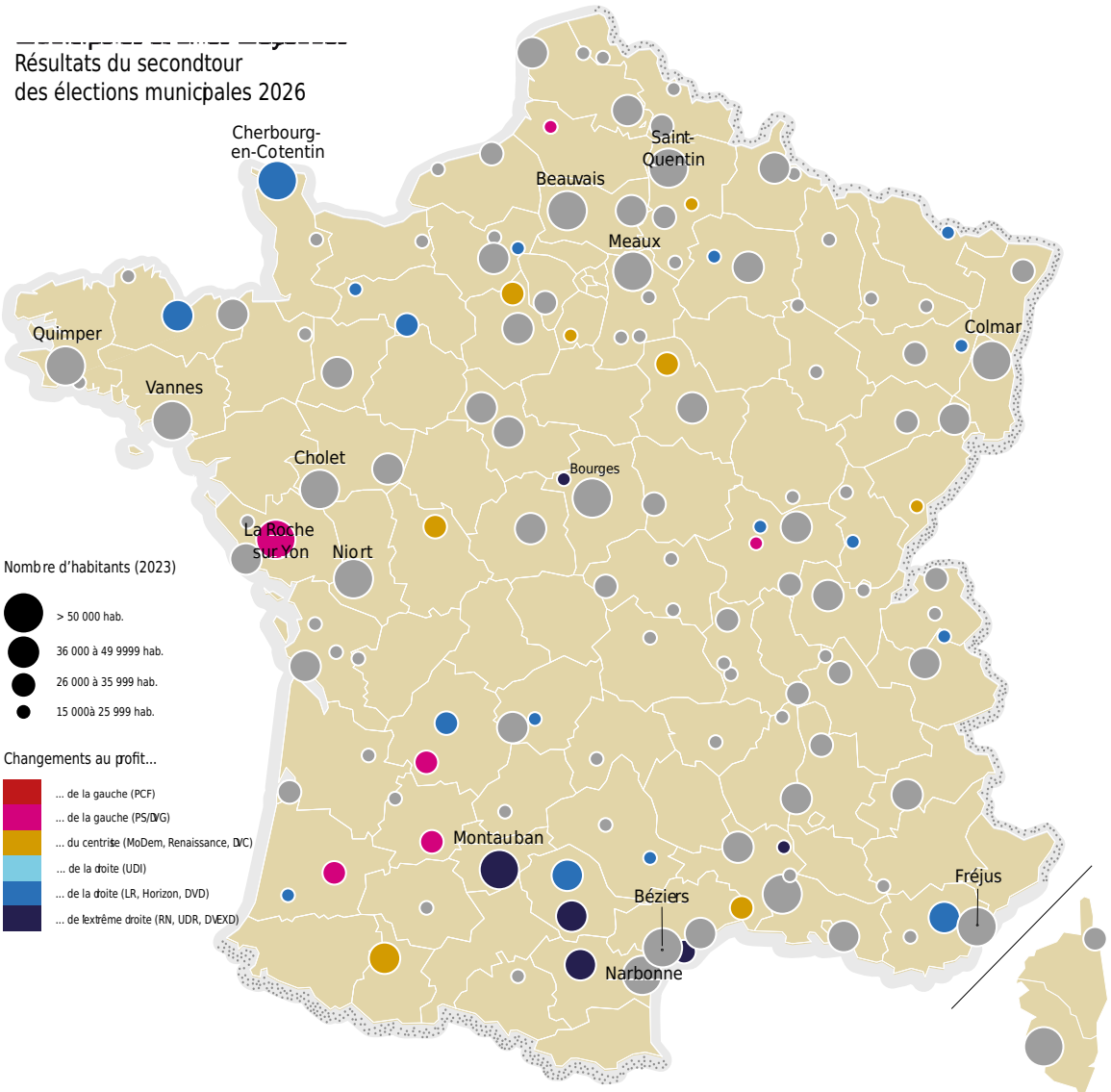
Source : Ministère de l'Intérieur

Du mouvement dans les villes moyennes, au contraire de 2020 ?

Au-delà d'un niveau de participation historiquement bas, l'autre fait marquant du scrutin de 2020 résidait dans l'exceptionnelle résistance des exécutifs sortants[21] : dans 70 des 140 villes observées, le maire sortant – ou un candidat s'inscrivant dans sa continuité – avait été élu dès le premier tour. Ce fut le cas, il y a six ans, de Denis Thuriot (LREM) à Nevers (Nièvre), de Nicolas Sansu (PCF) à Vierzon (Cher) ou encore de Robert Ménard (divers extrême droite) à Béziers (Hérault). En 2026, cette « prime aux sortants » continue de jouer, comme en témoignent les réélections dès le premier tour des maires de Vendôme (Loir-et-Cher), Bourg-en-Bresse (Ain), Dieppe (Seine-

Maritime) ou Saint-Quentin (Aisne), mais moins directement : 50 des 140 municipalités sont dans ce cas, traduisant une compétition électorale globalement plus ouverte.

Figure 3. Les villes moyennes qui ont connu un changement de couleur politique entre 2020 et 2026



© Ivan Glita & Achille Warnant

Source : Ministère de l'Intérieur (avec corrections manuelles)

À l'arrivée, 38 communes (soit 27% de notre échantillon) ont connu un changement de couleur politique (Figure 3), un niveau comparable à celui observé en 2020. Mais derrière cette apparente stabilité se cache une évolution notable de la nature de ces « basculements ». En 2020, celles-ci relevaient pour beaucoup de changements d'étiquettes, liés notamment aux ralliements opérés entre 2017 et 2020 par des maires issus du PS, de l'UDI ou de l'UMP à Emmanuel Macron, dans le sillage de sa victoire à l'élection présidentielle, davantage que de véritables alternances : seules 13 pouvaient alors être considérées comme telles[22]. En 2026, si celles-ci restent minoritaires, on en

dénombre un peu plus du double (27), tandis que, dans le même temps, le nombre d'alternances dans les communes-centres des 22 métropoles institutionnelles du pays est resté globalement stable (7 en 2020, 6 en 2026).

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

La gauche à son plus bas niveau sous la V^{e} République

En 2020, la gauche était parvenue à reprendre quelques couleurs, six ans après la débâcle de 2014 et après les nombreux départs enregistrés dans ses rangs suite à l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée. Cette fois, la situation est très différente. Les résultats des élections législatives, en 2022 et en 2024, pouvaient pourtant laisser présager de bonnes surprises pour la gauche municipale. Il y a deux ans, le bloc de gauche était arrivé en tête au second tour des élections législatives dans 49 des 140 municipalités étudiées, alors même qu'il ne contrôlait plus que 29 d'entre elles[23].

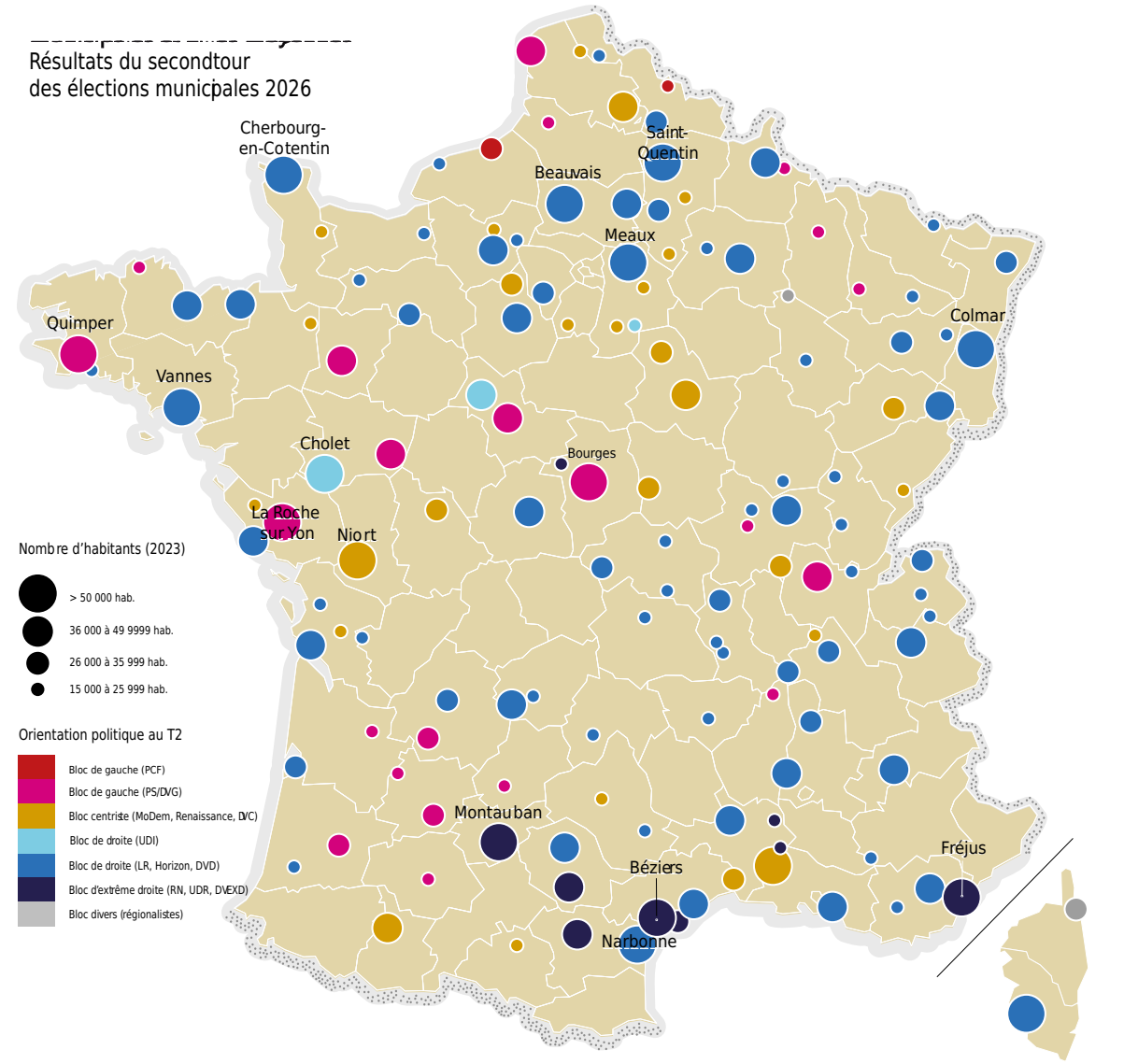
À l'arrivée, la gauche enregistre en réalité un recul inédit (Figures 4 et 5). Depuis le congrès d'Alfortville en 1969, qui acte la création du Parti socialiste sur les cendres de la SFIO, jamais la gauche municipale n'avait contrôlé aussi peu de villes moyennes. Les socialistes et les communistes se retrouvent ainsi dans une situation plus fragile encore qu'il y a douze ans, sans que La France insoumise ou Les Écologistes ne viennent ici prendre le relais. Les bascules d'Aurillac (Cantal), remportée par la droite dès le premier tour, du Creusot (Saône-et-Loire), de Cherbourg-en-Cotentin (Manche), toutes les trois à gauche depuis les années 1970, ou de Tulle (Corrèze), fief de François Hollande, en témoignent. À Brest (Finistère), où François Cuillandre était maire depuis 2001, la défaite a également une coloration particulière, tout comme à Vierzon (Cher), où le PCF cède l'une des trois mairies qu'elle possédait encore à l'extrême droite[24]. La gauche voit aussi lui échapper plusieurs villes conquises en 2020, comme Millau (Aveyron), Périgueux (Dordogne), Lons-le-Saunier (Jura) ou Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), l'une des rares municipalités étiquetées Place publique.

La gauche parvient, certes, à faire basculer Abbeville (Somme), Agen (Lot-et-Garonne), Bergerac (Dordogne), Mont-de-Marsan (Landes), Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), ou La Roche-sur-Yon

(Vendée), mais ces victoires – principalement face à des candidats centristes – interviennent le plus souvent dans des configurations électorales « éclatées » (triangulaires ou quadrangulaires), qui, sans les remettre en cause, limitent la portée politique de ces succès. Dans bien des cas, la gauche ne l'emporte pas en position majoritaire et bénéficie davantage de la division de ses adversaires, souvent au détriment du bloc central. À Mont-de-Marsan comme à Montceau-les-Mines, la gauche l'emporte dans des conditions qui disent bien la fragilité de ces succès : dans le premier cas, avec environ 38% des suffrages exprimés, soit près de 20% des inscrits ; dans le second, avec moins de 33,7% des suffrages exprimés, soit à peine 15% des inscrits. Là où elle se maintient, enfin, comme à Bourges (Cher) ou Laval (Mayenne), deux villes prises à la droite en 2020, c'est le plus souvent au prix d'une forte personnalisation du scrutin, les maires sortants se tenant, pour reprendre les mots des politistes Pierre-Nicolas Baudot et Rémi Lefebvre, à « distance de leurs affiliations partisanes, jugées peu rentables électoralement[25] ».

En définitive, la gauche – dans son ensemble – atteint un niveau historiquement bas. Alors qu'elle détenait encore 66 villes moyennes sur 140 en 2008, elle n'en contrôle plus que 24 aujourd'hui, en recul même par rapport à 2020 (-5). Si les résultats qu'elle obtient au premier tour demeurent globalement cohérents avec ceux observés lors des dernières élections législatives (autour de 32%), elle peine en revanche de plus en plus à rassembler au second tour.

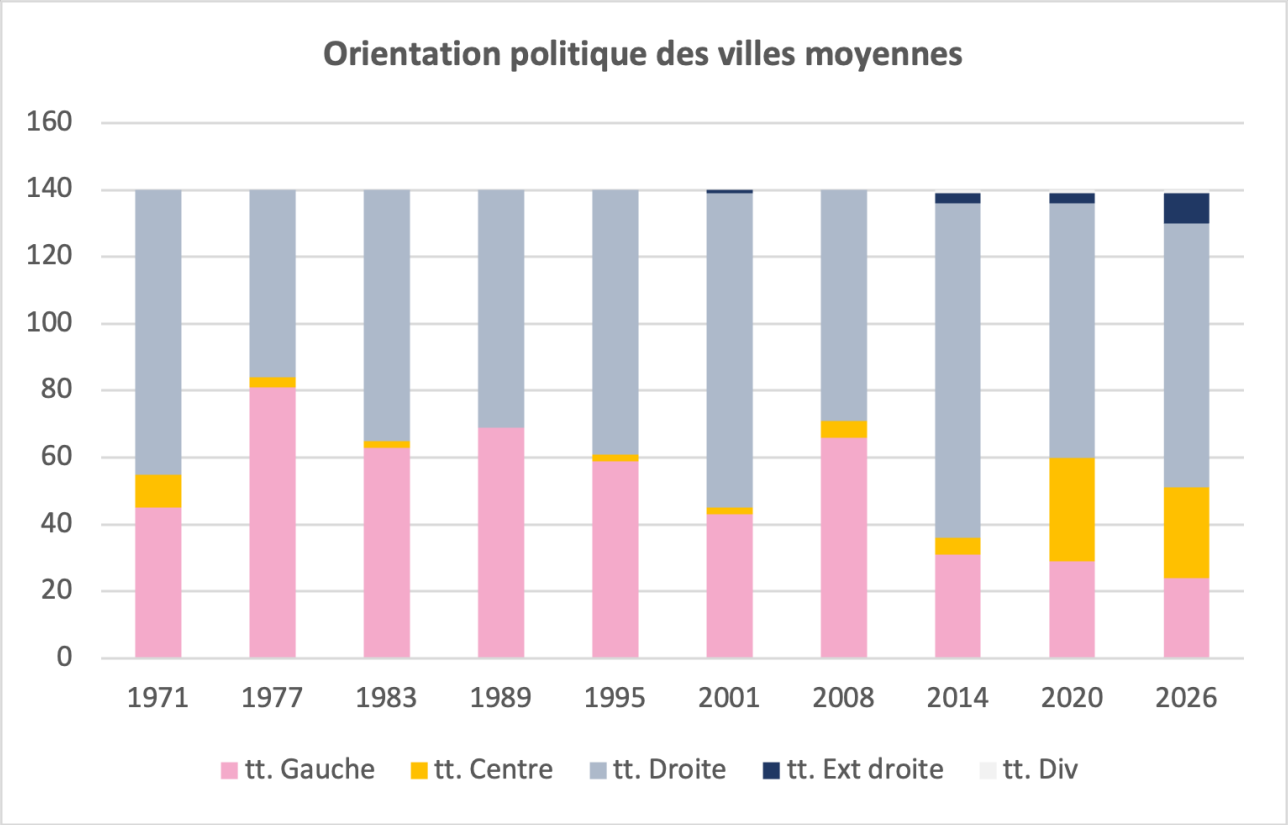
Figure 4. L'orientation politique des villes moyennes à l'issue du second tour en 2026



© Ivan Glita & Achille Warnant

Source : Ministère de l'Intérieur (avec corrections manuelles)

Figure 5. Le rapport de force entre les différents blocs dans les villes moyennes



Le centre s'érode… sur fond de glissement vers la droite

Pour le bloc centriste, qui regroupe des maires apparentés au MoDem et à Renaissance, mais aussi des élus indépendants entretenant des liens plus lâches avec la majorité présidentielle, la situation apparaît plus nuancée, dans la continuité de ce qui avait déjà été observé en 2020. Renaissance parvient ainsi à maintenir certaines positions, à l'image de Nevers (Nièvre), conservée au terme d'un scrutin disputé, et à en conquérir de nouvelles, comme à Tarbes (Hautes-Pyrénées). Ailleurs, des listes divers centre sont également parvenues à s'imposer face à des majorités sortantes ancrées à droite, comme à Dreux (Eure-et-Loir) ou à Auxerre (Yonne). À l'inverse, le bloc centriste enregistre aussi des revers face à la gauche, comme à Agen (Lot-et-Garonne), Mont-de-Marsan (Landes) ou La Roche-sur-Yon (Vendée), villes déjà évoquées plus haut.

Dans le même temps, le nombre de municipalités contrôlées par ce bloc recule légèrement, passant de 31 à 27 (-4). Cette évolution traduit une érosion du centre, mais qui doit être interprétée avec prudence. D'une part, elle reste d'ampleur limitée au regard des recompositions observées dans d'autres segments de l'échiquier politique. D'autre part, elle tient en partie à des effets de reclassement opérés par le ministère de l'Intérieur, qui modifient l'étiquetage de certaines équipes municipales sans nécessairement correspondre à des basculements politiques avérés. Au total, sept communes sont concernées par ces changements de classification[26], dans des contextes où

les mêmes équipes ont pourtant été reconduites, ce qui invite à relativiser la portée du recul observé.

Au-delà de ces ajustements statistiques, cette évolution traduit plus largement un glissement d'une partie du bloc centriste vers la droite. Dans un nombre croissant de configurations, ses candidats s'inscrivent désormais dans des alliances avec la droite, ou voient leur positionnement évoluer en ce sens. La trajectoire de certaines figures locales en offre une illustration, à l'image de la maire d'Albi, Stéphanie Guiraud-Chaumeil, investie par Renaissance en 2020 et désormais affiliée à Horizons. À Vernon, fief de l'actuel Premier ministre Sébastien Lecornu, un phénomène comparable est observable : alors que celui-ci était classé divers centre en 2020, son successeur est désormais identifié comme divers droite. Ces évolutions contribuent à brouiller les frontières entre ces deux blocs, au point que, dans de nombreuses villes, ils se présentent désormais conjointement.

Si les résultats de ce scrutin peuvent, à certains égards, offrir des motifs de satisfaction au bloc centriste, ils demeurent toutefois très en deçà de l'implantation territoriale qui pouvait être escomptée à la suite de la séquence ouverte en 2017 et depuis les élections municipales de 2020[27].

La droite assoit sa domination, sans que LR n'en profite forcément

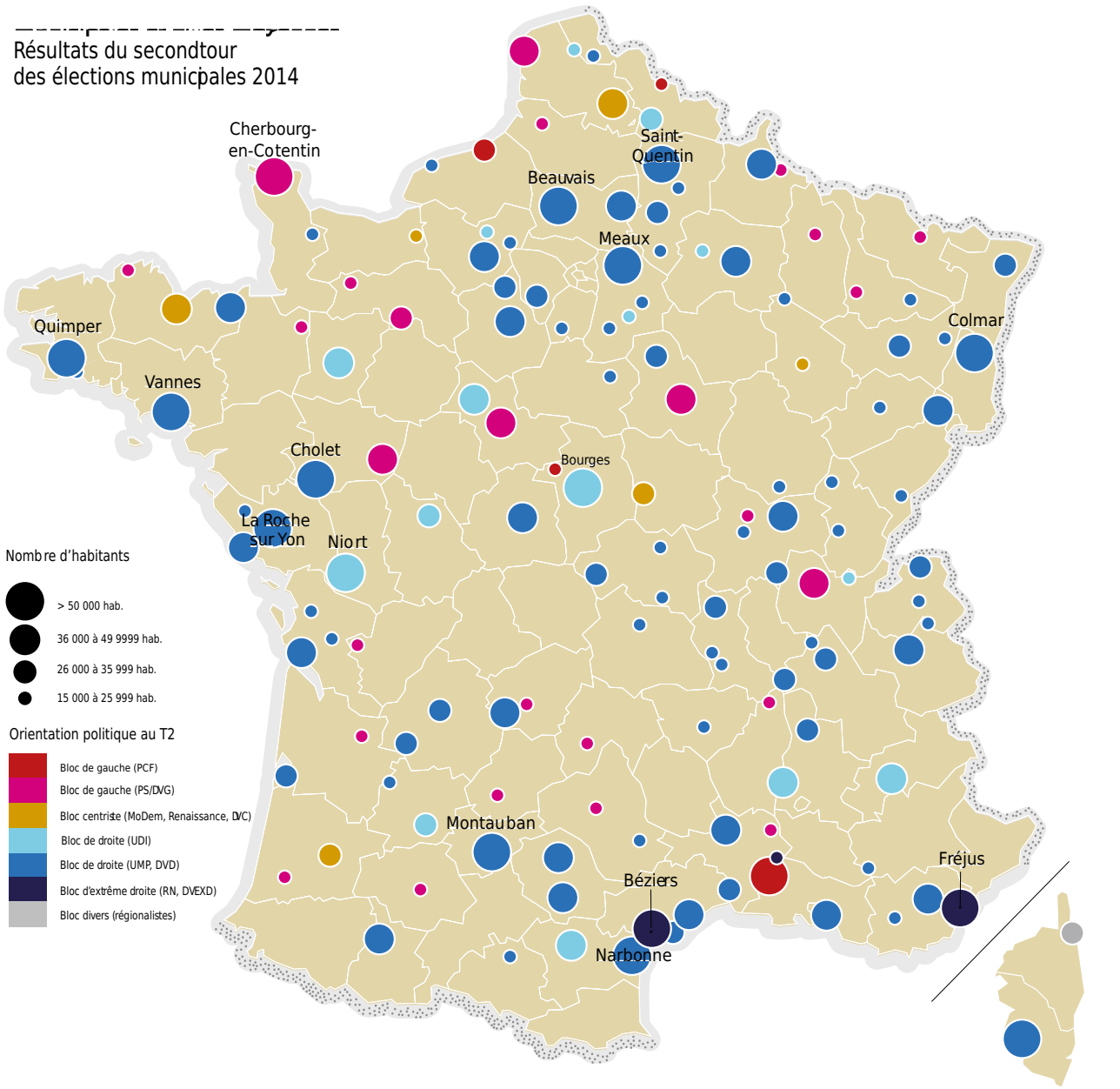
Historiquement, la droite occupe une position dominante dans les villes moyennes : elle n'y a été minoritaire qu'à une seule reprise, en 1977, au moment de la « vague rose »[28], et n'a véritablement été concurrencée par la gauche qu'à deux moments, en 1989 et en 2008. Après avoir atteint un point haut en 2014, avec près de 100 municipalités détenues (Figure 6), elle avait toutefois connu un recul significatif en 2020, retombant à 76 villes, sous l'effet notamment de la progression du bloc centriste et de jeux de reclassement statistique, comme évoqué précédemment, dans un contexte où ce dernier, bien que demeurant minoritaire, apparaissait en mesure de capter une partie des élus issus de la droite et de la gauche. Dans ce contexte, l'enjeu du scrutin de 2026 était important pour Les Républicains : si l'attention du parti s'est largement portée sur les grandes villes – et en notamment sur la capitale –, les villes moyennes demeurent au cœur de son maillage territorial et constituent un socle essentiel de son implantation locale.

À l'arrivée, la droite sort globalement renforcée de ce scrutin. Elle rassemble ainsi 38% des suffrages exprimés au premier tour, soit un niveau sans commune mesure avec celui observé lors des dernières élections législatives, où elle était tombée à moins de 11% (un écart de plus de 25

points), illustrant le décalage persistant entre ses performances nationales et son ancrage local. Elle subit certes quelques revers, notamment face à l'extrême droite à Agde (Hérault), Carcassonne (Aude), Castres (Tarn) ou Bagnols-sur-Cèze (Gard), et plus ponctuellement face à la gauche ou au centre, comme à Abbeville (Somme), Bergerac (Dordogne) ou Tarbes (Hautes-Pyrénées). Elle enregistre un gain net de trois villes, qui tient à plusieurs dynamiques complémentaires : d'abord, la consolidation de ses positions dans ses bastions, à l'image de Compiègne (Oise), Albertville (Savoie), Les Sables-d'Olonne (Vendée), Montbrison (Loire) ou Cluses (Haute-Savoie) ; ensuite, la reconquête de villes perdues en 2020, comme Périgueux (Dordogne) ou Millau (Aveyron) ; enfin, et surtout, la prise de plusieurs bastions historiquement ancrés à gauche, à l'image du Creusot (Saône-et-Loire), d'Aurillac (Cantal) ou de Cherbourg-en-Cotentin (Manche), qui paraissaient jusqu'alors difficilement accessibles, les maires socialistes y ayant, pour certains, été élus dès le premier tour en 2020, comme au Creusot ou à Aurillac. La conquête de Tulle (Corrèze), fief de François Hollande, par ailleurs toujours à gauche depuis 1977 (à l'exception d'un mandat entre 1995 et 2001) constitue également une bonne surprise pour la droite.

Pour autant, cette progression doit être nuancée à plusieurs égards. D'abord, elle demeure d'ampleur relativement limitée (au regard du poids de la droite jusqu'ici). Ensuite, elle tient donc en partie au moins à des effets de reclassement opérés par le ministère de l'Intérieur, certains élus initialement classés au centre étant désormais rattachés à la droite. Enfin, et surtout, la domination de la droite dans les villes moyennes ne se confond pas nécessairement avec celle du parti Les Républicains. Une large part des maires concernés sont en réalité classés Horizons, UDI ou divers droite. Les résultats observés à Montluçon (Allier), où un candidat divers droite l'emporte face au maire sortant LR, ou à Cholet (Maine-et-Loire), où le maire sortant, étiqueté LR en 2020 avant de rejoindre les rangs de l'UDR d'Éric Ciotti, est battu par une candidate UDI, en témoignent. Plus largement, ces évolutions traduisent une fragmentation de l'espace politique à droite et laissent entrevoir des recompositions internes dont les effets pourraient se faire sentir dans les mois à venir.

Figure 6. L'orientation politique des villes moyennes à l'issue du second tour en 2014



© Ivan Glita & Achille Warnant

Source : Ministère de l'Intérieur (avec corrections manuelles

Pour l'extrême droite, une poignée de victoires… qui masquent une percée inédite

Pour l'extrême droite, le pari semble à première vue réussi. Dans les trois municipalités qu'elle détient depuis 2014, les maires sortants ont été réélus dès le premier tour, confirmant la solidité de leurs implantations locales. À Fréjus (Var), David Rachline est reconduit en dépit des soupçons de prises illégales d'intérêts, qui l'ont conduit à démissionner de la vice-présidence du Rassemblement national et à ne pas solliciter l'investiture du parti[29]. À Beaucaire (Gard), Nelson Chaudon, successeur de Julien Sanchez, l'emporte également dès le premier tour avec près de

60% des suffrages exprimés. À Béziers (Hérault), enfin, Robert Ménard est réélu très largement, avec plus de 65% des voix, soit près de 40 points d'avance sur son principal concurrent centriste – une victoire qui ne saurait toutefois être pleinement interprétée comme un succès du RN, l'intéressé ayant pris ses distances avec le parti depuis plusieurs années[30], rejoignant au lendemain du scrutin Nouvelle Énergie, le mouvement fondé par David Lisnard, également président de l'Association des maires de France (AMF) et candidat déclaré à l'élection présidentielle, tout en bénéficiant du soutien du parti Les Républicains, tandis que le candidat officiellement investi par le RN, le député Julien Gabarron, ne franchit pas la barre des 10%.

Au-delà, l'extrême droite connaît, certes, des échecs dans plusieurs villes où elle espérait l'emporter, comme à Sète (Hérault) ou à Draguignan (Var), mais elle poursuit, dans le même temps, son implantation dans le Sud-Est et le Sud-Ouest, avec plusieurs victoires importantes à Montauban (Tarn-et-Garonne), où la maire sortante élue en 2020 sous l'étiquette LR soutenait le candidat de l'UDR – formation qu'elle avait elle-même rejointe deux ans plus tôt –, ainsi qu'à Carcassonne (Aude), Castres (Tarn), Agde (Hérault) ou encore Bagnols-sur-Cèze (Gard). Ces conquêtes ne doivent rien au hasard : elles s'inscrivent dans le prolongement du travail d'implantation engagé à la faveur des élections législatives de 2022 et 2024. Dans plusieurs de ces villes, les candidats victorieux disposaient d'un ancrage en tant que député : Christophe Barthès à Carcassonne, Aurélien Lopez-Liguori à Agde ou encore Pascale Bordes à Bagnols-sur-Cèze. À Castres, Florian Azéma, ancien de la Cocarde étudiante, organisation étudiante positionnée à l'extrême droite, était de son côté assistant parlementaire de Frédéric Weber, député RN… de Meurthe-et-Moselle, mais était aussi, et surtout, à la tête de la branche jeunesse du parti dans le Tarn depuis 2023[31].

Dans ce contexte, la victoire de Vierzon (Cher) revêt une portée particulière. Elle confirme que l'extrême droite est désormais en mesure de transformer, à l'échelle municipale, des niveaux de soutien élevés lors des scrutins nationaux, là où elle échouait jusqu'ici à s'implanter localement, tout en étendant son aire d'influence vers le centre de la France, au-delà de ses bastions traditionnels du Sud et du Nord, comme on a pu l'observer également à Montargis (Loiret) ou à La Flèche (Sarthe), bien que ces deux villes ne fassent pas parti de l'échantillon retenu ici. À Vierzon, le candidat élu n'avait pas obtenu l'investiture du RN, mais comptait dans ses rangs plusieurs militants encartés au sein du parti. Il a surtout bénéficié du soutien d'un des cofondateurs du Front national, Jean-Yves Le Gallou, et du maire UDR de Salbris, commune située à une vingtaine de kilomètres, proche du milliardaire d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin[32].

Au-delà de ces victoires, la progression de l'extrême droite se lit aussi dans sa présence croissante au sein des conseils municipaux, y compris là où elle ne l'emporte pas. De nombreux candidats ou

élus issus du RN figurent ainsi sur des listes divers droite comme à Nevers (Nièvre) ou à Verdun (Meuse), traduisant un processus de banalisation et de diffusion de ses idées au-delà de ses structures partisanes. Cette dynamique contribue à brouiller les frontières traditionnelles entre les blocs politiques et à faciliter son insertion dans des configurations locales jusqu'alors moins accessibles pour l'extrême droite.

Reste que, malgré ces avancées, l'extrême droite demeure, à ce stade au moins, à distance des autres forces politiques. Elle reste minoritaire en nombre de municipalités détenues (9 sur 140, soit 6,5% de l'échantillon) et ses performances électorales, si elles progressent, restent nettement en deçà de celles observées lors des scrutins nationaux : au premier tour, ses listes recueillent ainsi environ 14% des suffrages exprimés, contre près de 34% lors du premier tour des élections législatives de 2024. Ce décalage souligne que, si une dynamique est bien à l'œuvre, l'implantation de l'extrême droite au niveau local est encore loin d'être achevée.

Et maintenant ?

Reste à savoir ce que ces recompositions disent réellement de la séquence politique qui s'ouvre. Faut-il y voir une simple juxtaposition de situations locales, liées à des dynamiques propres à chaque territoire, ou les premiers signes d'un rééquilibrage plus profond des rapports de force à l'échelle nationale ? À ce stade, il est encore difficile de trancher ; ce qui est certain, c'est que ces résultats pèseront sur d'autres échéances que la présidentielle, qui semble, pourtant, concentrer à elle seule toute l'attention. Ils auront des effets sur les sénatoriales, bien sûr, mais contribueront aussi, peut-être, à redessiner, ici et là, les rapports de force en vue des élections départementales et régionales prévues, quant à elles, dans moins de deux ans.

1. Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki, « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Revue des sciences sociales du politique*, n°7-8, 1989, pp. 6-16.
2. L'exemple de Montereau-Fault-Yonne (Seine-et-Marne) est à ce titre éclairant : le total gauche atteint 8,5% au premier tour des municipales contre 51% au premier tour des élections législatives deux ans plus tôt.
3. « Présidentielle 2027 : « Il y aura de grands mouvements de voix pendant la campagne », estime un politologue », *Le Télégramme* avec l'AFP, 12 avril 2026.
4. « « Nous doublons notre nombre d'élus » : Gabriel Attal se félicite de la victoire de Renaissance à Annecy mais déplore la progression du RN et de LFI », France Info, 22 mars 2026.
5. Nolwenn Mousset, « Bompard salue « une entrée fracassante de LFI dans les conseils municipaux » », *Challenges*, 22 mars 2026.
6. Intervention sur France Info le 23 mars 2026 dans l'émission « Le 8.30 ».
7. « Résultats municipales 2026 : « La bataille a été gagnée », se félicite le président des Républicains Bruno Retailleau », *Ouest France*, 22 mars 2026.
8. « Municipales : « La plus grande percée » de toute histoire du RN, se félicite Jordan Bardella », Public Sénat, 22 mars

2026.

9. Besançon et Clermont-Ferrand étaient à gauche depuis respectivement 1953 et 1944.
10. Au total, les communes-centres des 22 métropoles institutionnelles du pays représentent moins de 10% de la population française.
11. Sans prétendre épuiser les débats autour de ce qui peut les définir, ont ici été retenues les villes de plus de 15 000 habitants en France métropolitaine étant rattachées à une unité urbaine comprise entre 20 000 et 100 000 habitants, soit 140 municipalités.
12. Achille Warnant, « Définir la ville moyenne. Réflexion autour d'une catégorie territoriale à la croisée de la recherche urbaine et de l'action publique », *Revue d'économie régionale & urbaine*, vol. 1, n°261, 2026, pp. 5-30.
13. Hadrien Valat, « Municipales 2026 : les villes moyennes dans le viseur de la gauche », *Les Échos*, 26 novembre 2024.
14. Martial Foucault et Florent Gougou, « Bilan des élections municipales françaises de 2014 dans les villes de plus de 9000 habitants », Cevipof, Rapport de recherche n° 10, 2014, p. 8.
15. Achille Warnant, *Pour qui vote la France des villes moyennes ?*, Fondation Jean-Jaurès, 21 août 2020.
16. Maëlle Loaëc, « « On sait qu'il va remporter des villes » : pour le RN, quels enjeux et quels objectifs aux municipales ? », TF1 Info, 26 février 2026.
17. Voir, par exemple : Julie Chouraqui, *Les villes moyennes françaises : diversité, spécificités et action publique en contexte de déprise urbaine*, thèse de doctorat, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2024.
18. Émeric Bréhier et Sébastien Roy, *Municipales : des gagnants, des perdants et des enseignements locaux*, Fondation Jean-Jaurès, 8 avril 2026.
19. Tristan Guerra, « La participation lors du premier tour des élections municipales a-t-elle été perturbée par la crise sanitaire ? », dans Nicolas Mariot, Pierre Mercklé et Anton Perdoncin (dir.), *Personne ne bouge. Une quête sur le confinement du printemps 2020*, Grenoble, UGA Éditions, 2021, pp. 151-159.
20. Rémi Lefebvre, « Pourquoi l'abstention progresse-t-elle aussi au niveau municipal ? », dans Rémi Lefebvre, *Municipales : quels enjeux démocratiques ?*, Paris, La Documentation française, 2020, pp. 167-186.
21. Achille Warnant, *Pour qui vote la France des villes moyennes ?*, Fondation Jean-Jaurès, 21 août 2020.
22. Ibid.
23. Ivan Glita et Achille Warnant, *Législatives 2024 : qu'a voté la France des villes moyennes ?*, Fondation Jean-Jaurès, 24 juillet 2024.
24. Les deux autres sont Dieppe (Seine-Maritime) et Saint-Amand-les-Eaux (Nord).
25. Rémi Lefebvre et Pierre-Nicolas Baudot, « Le PS et les élections municipales de 2026 », La vie des idées, 2026.
26. Albi (Tarn), Draguignan (Var), Épernay (Marne), Laon (Aisne), Saint-Dié-des-Vosges (Vosges), Sallanches (Haute-Savoie) et Vernon (Eure). À noter que dans le cas de Laon, le changement de labélisation s'est opéré de la droite vers le centre.
27. Rémi Lefebvre, « Municipales 2020 : La République en marche au défi de l'ancrage politique local », Métropolitiques, 6 février 2020.
28. Matthieu Boisdron et Michel Catala (dir.), *Les élections municipales de 1977*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 20 août 2020.
29. Youmni Kezzouf, « Cerné par les affaires, David Rachline démissionne de la vice-présidence du RN », Mediapart, 2 décembre 2025.
30. Claire Gattinois et Ivanne Trippenbach, « Robert Ménard, de l'extrême droite au rapprochement avec Macron », *Le Monde*, 25 mai 2022.
31. Alexandre Maniez, « « Ce n'est pas un anarchiste débraillé » Florian Azéma prend la tête des jeunes du Rassemblement national tarnais », *La Dépêche*, 21 février 2023.
32. Clément Guillou, « Comment Vierzon, bastion communiste, est devenue un laboratoire des extrêmes droites », *Le Monde*, 29 mars 2026.